

Election présidentielle sous haute tension ce lundi au Burundi

RFI, 28 juin 2010 Plus de trois millions de Burundais sont appelés aux urnes ce lundi 28 juin 2010 pour élire leur président. Un scrutin qui se déroule dans un climat tendu et sans suspense, le chef de l'Etat sortant étant l'unique candidat en lice. Les 6 candidats de l'opposition ont décidé de ne pas participer au vote en raison des contestations qui ont suivi le scrutin communal du 24 mai, remporté par le parti au pouvoir. Six cadres de l'opposition ont été arrêtés dimanche à Burundi. Un scrutin sous haute surveillance Cette présidentielle (la première au suffrage universel direct depuis celle -il y a 17 ans- du premier président démocratiquement élu le Hutu Melchior Ndadaye) était considérée comme le point d'orgue d'un marathon électoral censé consolider la paix dans ce pays qui sort avec peine de treize années de guerre civile.

Mais la contestation des élections communales qui se sont tenues fin mai a changé totalement la donne. Depuis deux semaines, le Burundi fait face à une vague de violences qui a fait au moins huit morts et plus de soixante blessés. Une centaine de militants de l'opposition ont été arrêtés, l'opposition d'ailleurs interdite de toute campagne contre le président Pierre Nkurunziza. Du coup, la sécurité apparaît au nom de nombreux observateurs comme le principal enjeu de ce scrutin aux allures de référendum. Le pouvoir semble avoir compris : les 28 000 soldats burundais et les 18 000 policiers vont tous surveiller directement et indirectement le scrutin selon l'armée et la police qui se disent prêtes à faire face à toute menace. Les électeurs craignent des violences le jour du scrutin Dans un jour de scrutin considéré comme sensible, les Burundais sont dans l'incertitude. Après trois semaines d'attentats à la grenade, certains s'attendent au pire aujourd'hui. Et même s'il est impossible de deviner l'ampleur des violences, beaucoup d'observateurs sont convaincus qu'il y aura des attaques, probablement plus intenses que ces dernières semaines. Les Burundais n'ont pas bouleversé leurs habitudes de vie, et certains disent être habitués à la situation. Pourtant la peur est souvent palpable. Selon différentes sources, plusieurs centaines de personnes auraient même déjà fui vers le Rwanda. On craint bien sûr des affrontements entre membres de l'opposition, du pouvoir, et les forces de l'ordre. Un cadre des FNL a confié dimanche que ses militaires étaient très nerveux. Les électeurs seraient également directement mis sous pression par les partis. Les principales organisations de la société civile ont dénoncé samedi les intimidations contre les Burundais en âge de voter. Selon elles, les militants du pouvoir et de l'opposition passeraient dans les familles pour leur ordonner soit de voter, soit de boycotter le scrutin. Pressions parfois assorties de menaces de mort.